

VOTE LOCAL, ENJEU NATIONAL

Les élections communales du 14 octobre prochain auront un impact direct sur le scrutin fédéral du 26 mai 2019. Dont l'influence risque elle-même de peser sur la composition des coalitions dans certaines villes stratégiques.

A vos urnes ? Prêts ? Partez !

PAR OLIVIER MOUTON



Paul Magnette (PS) a assuré publiquement qu'il ne ferait pas alliance avec les humanistes de Benoît Lutgen (CDH).

FREDERIC SIERAKOWSKI/SOPIX

« **A** lors, prêts pour cette année terrible ? » Dans les travées de la rue de la Loi, la reprise politique a débuté avec une bonne dose d'appréhension, tant la cuvée 2018-2019 s'annonce dantesque et les prochains mois éprouvants. Après près de cinq années sans élections, qui n'ont pour autant pas été un long fleuve tranquille en raison de l'asymétrie et des tensions consécutives au scrutin de mai 2014, la Belgique se prépare à voter deux fois à huit mois d'intervalle. Une séquence lourde de sens. Avec le risque réel que le tout s'éternise en de longues négociations gouvernementales, l'été prochain.

« 2018 et 2019 sont liés »

Les enjeux des communales et provinciales du 14 octobre ont beau être très différents de ceux du mégascrutin du 26 mai 2019 (fédérales, régionales et européennes), ces deux joutes s'inscrivent dans une dynamique commune, décisive pour le pays. « 2018 et 2019 sont liés, c'est évident », acquiesce Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Parmi les principaux intéressés, on n'avoue pas ouvertement que le test local aura une portée nationale. Mais c'est tout comme. Que ce soit avec une volonté de changement, de continuité ou de revanche. « Il y a un lien direct, insiste au *Soir* Olivier Maingain, président de DéFI. Nous disons aux électeurs : donnez le signal le 14 octobre. Ne votez pas par habitude, parce que vous connaissez quelqu'un... Non, les communales peuvent être le signal d'une volonté de changement profond dans la gestion publique. » Discours similaire chez Ecolo, qui veut imposer sa marque du développement durable, à l'heure où la démission, en France, de Nicolas Hulot rappelle l'urgence écologique. Mot d'ordre : il faut changer de cap politique, rapidement.

« Ce seront surtout les élections provinciales, moins marquées par les personnalités, qui constitueront un vrai test par rapport aux enjeux du vote national, nuance Olivier Chastel, président du MR, au *Vif/L'Express*. Ce scrutin nous permettra de voir comment les gens perçoivent nos choix de société, comment ils jugent notre prise de risque au →

→ fédéral. D'autant que nous avions dit, à l'entame de cette législature, qu'on serait jugés sur notre bilan et nous en sommes satisfaits. » Au PS, on place cette rentrée politique sous l'antithèse : la concrétisation du Chantier des idées, la vaste réflexion interne, doit démontrer que dans un an, si l'électeur le permet, le parti d'Elio Di Rupo reviendra sur les « régressions sociales » engendrées par les réformes de la suédoise. Au CDH, on tente d'imprimer, lors des communales, une dynamique citoyenne pour éviter le désastre. Tandis qu'au PTB ou au PP, on met à l'épreuve ce discours d'opposition radicale qui perce dans les sondages.

Chaque formation a l'ambition de tracer une ligne cohérente pour unir les desseins de ces deux échéances capitales. Non sans impacts personnels. De nombreux choix dans la confection de listes ont tenu compte de cette succession rapide, sur fond de défiance à l'égard de la mauvaise gouvernance et des cumuls de mandats. Willy Demeyer (PS), bourgmestre de Liège, a quitté son poste de député fédéral pour se consacrer à la campagne dans une Cité ardente secouée par les scandales. Paul Magnette (PS), bourgmestre de Charleroi, a annoncé qu'il ne cumulerait pas avec une fonction de ministre ou de député s'il prolonge son bail de bourgmestre – avec un regard insistant sur la présidence de parti. Charles Michel renonce à se présenter à Wavre pour se concentrer sur sa tâche de Premier ministre « jusqu'au bout ». Elio Di Rupo (PS) cède la main à Mons. Maxime Prévot (CDH) avait déjà pris la décision en se « repliant » sur Namur. La proximité des deux scrutins impose aux ténors de se prononcer sur leur sort. Et de faire des paris sur l'avenir politique.

Le baromètre des communales

La route est balisée jusqu'en mai 2019. La campagne pour le mégascrutin fédéral et régional s'annonce, à bien des égards, comme une redite de celle de 2014. En Flandre, la N-VA fait campagne en insistant sur un choix clair : la pour-

La proximité des deux scrutins impose aux ténors de se prononcer sur leur sort

suite d'une coalition de centre-droit ou une négociation vers le confédéralisme, si le PS s'avère incontournable. Un Michel II : c'est le choix explicitement avancé par les dirigeants du MR. Le PS et ses alliés francophones potentiels mettent en garde contre une nouvelle aventure de ce type, en espérant une majorité alternative si le CD&V retourne sa veste. « Un certain nombre de ses dirigeants a pensé qu'il allait au pouvoir avec la N-VA pour l'affaiblir, dit Olivier Maingain. C'est un mauvais calcul. La vraie question est de savoir si le CD&V va continuer à se laisser dominer par la N-VA. » Le scrutin communal ? Il pourrait avoir une influence non négligeable. En Flandre, on suit de très près le combat amer que se livrent, à Anvers, le bourgmestre Bart De Wever, président de la N-VA, et son challenger Kris Peeters, vice-Premier ministre CD&V au fédéral. Parce qu'il pourrait induire une rupture cruciale, sur fond d'une irritation croissante depuis 2014.

Du côté francophone aussi, la joute locale vaudra son poids d'enseignements. Comme une halte intermédiaire susceptible de souffler les tendances,



DIETER TELEMANS/ID PHOTO AGENCY

Olivier Chastel (MR) : « On sera jugés sur notre bilan, et nous en sommes satisfaits. »

huit mois avant l'épreuve de force. « Je serai particulièrement attentif aux scores de DéFI et d'Ecolo », annonce Pascal Delwit. Tous deux ont le vent en poupe et pourraient se transformer en faiseurs de rois au niveau local, avant d'espérer peser sur la politique nationale.

Certaines batailles communales, indécises, pourraient en outre donner des indications importantes en vue de 2019. Ainsi en est-il de Liège, où le contexte est plus indécis que jamais depuis le scandale Publifin. Un axe PS-MR semble la formule la plus plausible. Mais... « Certains me prennent pour un fou quand j'avance que la situation pourrait être différente si le MR devance le PS, précise le politologue de l'ULB. Dans ce cas, je n'excluais pas totalement la perspective de voir le PTB monter dans une majorité. » Car le poste de bourgmestre, alors, serait en jeu : en Wallonie, il revient à la personnalité obtenant le plus grand nombre de voix de préférence sur la principale liste du pacte de majorité. Serait-ce, dans ce cas, un choix susceptible de raviver l'espoir porté par Thierry Bodson (FGTB wallonne) de voir naître une majorité alternative PS-PTB-Ecolo en Wallonie ? D'autres villes indécises comme Namur, Mouscron, Tournai ou Verviers seront riches d'enseignements.

L'impossible vague MR-PS

Il est quasi certain, en retour, que la politique fédérale et régionale pèsera sur la confection des majorités locales. Une fois les dés jetés par les électeurs, au soir du 14 octobre, les présidents de parti interviendront et procéderont, si nécessaire, à un jeu de dominos liant le sort de plusieurs communes. C'est le cas tous les six ans. L'édition 2018 ne dérogera pas à la règle. Car les orientations prises tiendront compte du passé récent, mais aussi de la stratégie pour 2019.

D'ores et déjà, il est question d'un axe MR-PS qui donnerait le ton du côté francophone : ce pourrait être le cas à Liège, mais aussi à la Ville de Bruxelles (où le mariage se prolongerait) ou encore à



Willy Demeyer (PS) a quitté son poste de député fédéral pour se consacrer entièrement à la campagne en Cité ardente.

Charleroi. C'est l'onde de choc de la décision prise par le président du CDH, Benoît Lutgen, d'expulser le PS de la majorité régionale wallonne, le 19 juin 2017. « Je ne vois pas comment il me serait un jour possible de retravailler avec Benoît Lutgen, il y a des choses irréversibles » confiait à l'époque Paul Magnette, ministre-président évincé, redevenu bourgmestre de Charleroi.

Depuis, il se confirme que cette rupture de confiance serait décisive pour 2018. « On ne peut toutefois pas avoir une dynamique complète PS-MR, prévient Pascal Delwit. Parce que si tel était le cas, comment les deux principales formations politiques francophones pourraient-elles se défendre en vue des élections fédérales et régionales ? Le PTB tomberait sur le paletot du PS pour dénoncer son manque de cohérence, tandis que DéFI ferait de même avec le MR. » C'est déjà le cas : dans son interview de rentrée, Olivier Maingain, dénonce cette « grande

tromperie » des libéraux qui « affaiblissent les francophones au niveau fédéral et, dans le même temps, n'hésitent pas à maintenir l'axe avec les socialistes quand ça les arrange ».

Les mois à venir s'annoncent chauds pour le MR. Qui persiste pourtant dans ses convictions. « Je suis optimiste et fier parce que nous avons pris nos responsabilités au niveau socio-économique, mais aussi des questions de sécurité et d'immigration, nous déclare Olivier Chastel. En marge des sondages que nous réalisons, nous menons aussi des consultations thématiques et il apparaît aussi, c'est indéniable, que ce dernier sujet domine, passionne, inquiète. C'est une préoccupation à laquelle il faut apporter des réponses et pas seulement se contenter de dire qu'il faut les accueillir, voire qu'il faut envisager une régularisation massive. Voilà pourquoi, au MR, nous voulons développer une ligne claire à ce sujet. » Le scrutin communal,

dans un mois et demi, permettra de valider l'option ou de voir si des électeurs libéraux, déçus, s'en iront vers DéFI, Ecolo ou le PS.

« Mais la situation est a priori plus complexe encore pour le PS que pour le MR, prolonge Pascal Delwit. Le MR peut s'allier avec le PS ou avec le CDH. En affirmant qu'il refuse désormais toute coalition avec le CDH, le PS réduit son spectre. C'est pour cela que j'ai été étonné de voir Paul Magnette assurer publiquement qu'il ne ferait pas d'alliance avec les humanistes. Bien sûr, a priori, vu l'influence du PS à Charleroi, il est maître du jeu. Mais une élection reste une élection... » Avec toutes ses incertitudes.

La moindre n'est pas le risque d'un éclatement des voix jamais survenu du côté francophone ainsi que d'un taux record d'abstention au vu de la vague antipolitique qui gronde. En cela aussi, les élections de 2018 seront étroitement liées à celles de 2019. ♦